

Ukraine :

Appel à solidarité

Les profondes divisions politiques en Ukraine ne pourront se régler que si les différentes parties concernées s'engagent à instaurer un dialogue pacifique dans le respect des droits humains.

Très sûrement, nous pouvons dire que des mesures globales s'imposent de toute urgence pour combattre les inégalités économiques et mettre un terme à l'appropriation de l'économie ukrainienne par une élite minoritaire au détriment de l'ensemble des citoyens.

Beaucoup de travailleurs sont sans emploi, d'autres ne reçoivent pas leur salaire à temps et le travail précaire est à la hausse.

La FSESP (Fédération Syndicale Européenne des Services Publics) s'est dit préoccupée par la position actuelle de la Commission européenne en matière de commerce avec l'Ukraine.

En effet, elle n'est basée que sur un concept de compétitivité et de baisse du « coût de travail » et elle ne vise que l'ouverture des marchés plutôt que l'amélioration de la base industrielle et des services publics.

Les syndicats Ukrainiens souhaitent que l'intérêt des travailleurs ne soit pas oublié et que la situation économique s'améliore. Leur combat est donc essentiel.

Malheureusement, dans la nuit du 19 février 2014, lors des affrontements, le siège des syndicats à Kiev a été entièrement brûlé et détruit. Les syndicats du service public (affiliés à la FSESP) y étaient logés, ainsi qu'une antenne régionale de la FSESP.

Afin que ces derniers puissent au plus vite s'organiser pour se reloger et se doter d'outils nécessaires à leurs activités syndicales, la FSESP appelle les syndicats à faire preuve de solidarité financière (d'autant que le gouvernement mis en place provisoirement n'est pas particulièrement pro-syndicats).

L'UGFF-CGT tient à apporter tout son soutien aux camarades ukrainiens.

L'UGFF-CGT répond favorablement à l'appel de la FSESP et s'engage à envoyer un don financier dans le cadre de la solidarité avec les syndicats affiliés à la FSESP.

L'UGFF-CGT appelle ses organisations à participer, à la hauteur de leurs moyens, à cette entraide internationale.

Montreuil, le 12 mars 2013